ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 22 décembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la licence d'apprentissage et au permis de conduire", a donné le 17 janvier 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e december 1965 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de leervergunning en het rijbewijs", heeft de 17e januari 1966 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Plusieurs dispositions du projet sont des dispositions transitoires ou des dispositions qui prévoient des mesures limitées dans le temps. Il en est ainsi, notamment, aux articles 2, § 2, 4, alinéa 2, 2°, 16 et 18. Il vaudrait mieux que ces dispositions soient groupées sous un même chapitre.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

Il est proposé de rédiger la fin de l'article comme suit : "qui ont en Belgique leur domicile ou, à défaut de domicile, leur résidence depuis plus d'un an".

Article 2.

Le § 1er pourrait être inséré dans l'article 1er, avec lequel il forme un tout. Il en constituerait le deuxième alinéa,qui serait rédigé comme suit :

"Ces conducteurs doivent être porteurs de leur licence d'apprentissage ou de leur permis de conduire dès le moment où ce document leur a été délivré".

Article 3.

§ 1er. Il est proposé de rédiger comme suit le début de ce paragraphe :

"Sont dispensés des obligations imposées par l'article 1er : .... ".

.../...

Le 2° devrait être rédigé comme suit :

"2° les conducteurs des cyclomoteurs ... sur la police de la circulation routière, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1963".

Au 3°, il vaudrait mieux remplacer la fin de la phrase par : "dont la vitesse maximum prévue dès l'origine par le constructeur ne dépasse pas 25 km à l'heure".

5°. L'article 1erbis, § 1er, deuxième alinéa, de la loi dispose que "le Roi peut, aux conditions qu'Il détermine, dispenser de cette obligation (être titulaire et porteur d'une licence ou d'un permis) les conducteurs de certains véhicules automoteurs".

La dispense que le Roi est autorisé à établir se justifie donc, non eu égard à la personnalité du conducteur, mais en raison du caractère particulier du véhicule.

Le 5° manque dès lors de fondement légal.

Le § 2 concerne les conducteurs déchus du droit de conduire qui se préparent, dans une école de conduite, à l'examen pratique qui leur est imposé à l'expiration du temps de déchéance.

Pour mieux répondre aux intentions du Gouvernement, il faudrait faire de ce paragraphe une disposition complétant l'énumération du § 1er, qui serait rédigée comme suit:

"Les conducteurs déchus du droit de conduire qui sont soumis à l'examen prévu par l'article 2-14 de la loi du 1er août 1899, lorsqu'ils se trouvent dans les conditions fixées au 4°".

.../...

Article 4.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 4.-

Est tenue de solliciter une licence d'apprentissage, toute personne qui désire conduire un véhicule automoteur :

1° si elle ne peut certifier qu'elle possède les connaissances et l'habileté nécessaires à la conduite de ce véhicule;

2° si elle n'avait pas atteint l'âge de 18 ans à la date du ... à moins qu'elle ne prouve ses capacités ...

... (la suite comme au projet) ... ".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 5.-

La demande d'une licence d'apprentissage est adressée au bourgmestre de la commune où le requérant a son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence, sur une formule conforme à l'annexe 3 ".

Article 6.

Le 1° gagnerait à être rédigé de la manière suivante:

"1° avoir souscrit une déclaration certifiant qu'il n'est pas frappé d'une déchéance du droit de conduire les véhicules de la catégorie pour laquelle la licence est demandée ou, s'il a été déchu, avoir fourni la preuve qu'il s'est conformé aux dispositions de l'article 2-14 de la loi du 1er août 1899".

.../...

Article 8.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

La licence d'apprentissage est conforme au modèle qui figure à l'annexe 1".

Article 11.

A l'alinéa 2, l'arrêté royal du 25 septembre 1965 étant déjà cité dans le projet avec son intitulé, il est inutile de reproduire ce dernier.

Article 12.

Les virgules après "signe" et après "11" doivent être omises.

Article 13.

Alinéa 2. Il est proposé de rédiger le début de cet alinéa comme suit :

"S'il doit subir un examen en vertu de l'article 2-14 ... ".

Alinéa 3. La licence n'est restituée que si l'intéressé le demande. Dans ce cas, elle doit être restituée. La fin de l'alinéa devrait, dès lors, être rédigée de la manière suivante :

"... celle-ci est restituée par l'autorité communale à la demande de l'intéressé".

../

Article 14.

La seconde phrase de cet article, dans la rédaction qui en sera proposée, serait mieux à sa place dans l'article 19.

Article 17.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"La demande d'un permis de conduire est adressée au bourgmestre de la commune où le requérant a son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence".

Article 18.

Pour se conformer au texte de la loi, le mot "conducteurs" devrait être remplacé par le mot "personnes".

Article 19.

Après un an d'apprentissage, le titulaire d'une licence a le droit d'obtenir un permis s'il déclare, dans sa demande, posséder les connaissances et l'habileté requises.

Il conviendrait, dès lors, de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"A l'échéance de l'année suivant la délivrance de la licence d'apprentissage, son titulaire reçoit à sa demande le permis de conduire valable pour les mêmes catégories de véhicules".

.../..

Pour tenir compte de l'observation faite à l'article 14, l'article 19 devrait être complété par l'alinéa suivant : "La délivrance du permis de conduire est subordonnée à la remise de la licence d'apprentissage".

Article 20.

Tel qu'il est rédigé, l'article 20 implique qu'aucun permis de conduire ne peut être délivré, en cas de déchéance, à l' **expiration** du délai normal, quelle que soit la déchéance qui ait été prononcée.

Cette disposition ne concorde pas avec l'article 13, alinéa 3, qui prévoit que, si la déchéance ne concerne pas toutes les catégories de véhicules pour lesquelles une licence a été délivrée, celle-ci peut être restituée immédiatement.

D'autre part, le point de départ du nouveau délai d'un an est fixé de manière peu sûre. Quand la licence d'apprentissage est valable pour plusieurs catégories de véhicules et que la déchéance n'a pas été prononcée pour toutes ces catégories, la licence reste valable pour les catégories pour lesquelles il n'existe pas de déchéance et elle est restituée à la demande de l'intéressé. Ce n'est pas cette restitution qui fait courir le nouveau délai, mais bien le moment où, à l'expiration du temps de déchéance, la licence d'apprentissage est rendue à nouveau valable pour la catégorie de véhicules pour laquelle la déchéance avait été prononcée.

.../.

Article 22.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 22.-

Le permis de conduire est conforme au modèle qui figure à l'annexe 2".

Article 24.

Il y aurait lieu de rédiger le 5 comme suit :

"5. le permis validé pour la catégorie B est valable pour apprendre à conduire les véhicules des catégories C ou D, à condition que le conducteur soit accompagné d'une personne âgée de 21 ans au moins, ayant le droit de conduire ces véhicules et que ceux-ci ne transportent ni passagers ni marchandises".

Article 25.

Les mots "deuxième alinéa", employés à deux reprises dans cet article, doivent être remplacés par "alinéa 2".

Article 28.

Cet article ne dispose pas expressément que l'examen pratique doit être subi à bord d'un véhicule de la catégorie pour laquelle le permis est demandé, ce qui est cependant évident.

L'article ne prévoit pas le cas visé par l'article 26 où un permis validé pour la catégorie C ou D est requis parce que le train de véhicules dépasse le poids de 3.500 kg , bien que le véhicule tracteur se classe dans la catégorie B.

.../...

Selon le projet, l'examen pratique devrait être subi à bord d'un véhicule de la catégorie C ou D, alors que dans le cas où un permis validé pour la catégorie C ou D est requis, il est expressément prévu que le véhicule tracteur peut être de la catégorie B.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'examen pratique sera, dans ce cas, subi à bord du véhicule tracteur. Il y aurait lieu de compléter le projet sur ce point.

D'autre part, ne sont imposées, pour chaque catégorie, que les manoeuvres figurant au regard des catégories indiquées sous la lettre B.

En conséquence de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 28 comme suit :

"Article 28.-

L'examen pratique prévu à l'article 1er,ter, § 1er, 2°, de la loi du 1er août 1899 comporte, pour chacune des catégories indiquées sous la lettre B de l'annexe 6, les manoeuvres reprises sous la lettre A.

L'examen est subi à bord d'un véhicule de la catégorie pour laquelle le permis de conduire est demandé. Toutefois, dans le cas prévu à l'article 26, l'examen est subi à bord du véhicule tracteur, quelle que soit la catégorie dans laquelle ce véhicule se classe.

L'examen est coté de la manière indiquée sous la lettre C de la même annexe".

.../...

Article 30.

La rédaction suivante est proposée pour le début de cet article :

"Article 30.-

Est assimilé à l'examen pratique, l'examen prévu ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 31.

Au 1°, le projet dispose que l'examen pratique est subi devant des examinateurs agréés par le Ministre des Communications ou son délégué, sans prévoir comment ces examinateurs seront recrutés, agréés et rémunérés.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, ils le seront conformément à l'article 35 de l'arrêté royal du 4 mai 1965. Cette précision devrait être introduite dans le texte.

Article 32.

Il est proposé de rédiger le § 5 comme suit :

"§ 5. L'examinateur indique sur les documents relatifs à l'examen la cote numérique qu'il attribue et la décision de réussite ou d'ajournement qui en résulte. Il atteste, sur la demande de permis de conduire, la réussite de l'examen en spécifiant la catégorie du véhicule à bord duquel l'examen a été subi".

Article 33.

Cet article dispose que "la liste des défauts physiques et affections prévus à l'article 1er,ter, § 1er, 3°, de la loi du 1er août 1899 figure à l'annexe 7".

.../...

En raison de l'importance de ces dispositions, cette liste doit figurer dans le dispositif de l'arrêté en projet.

Quant à la détermination des défauts physiques et des affections, le rapport fait au Sénat par les Commissions réunies de la Justice et des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones (Doc. Sénat, 1962-1963, n° 209, p.5) observait :

"Il s'agit surtout de l'épilepsie et d'autres affections pouvant causer des syncopes ou des étourdissements, de l'alcoolisme, de la toxicomanie, de la diminution de l'acuité visuelle ou auditive".

La liste des défauts physiques et affections prévue dans le projet ne paraît pas correspondre entièrement aux intentions exprimées dans le rapport des Commissions réunies.

Sous cette réserve, il est proposé de rédiger l'article 33 de la manière suivante :

"Article 33.-

Les défauts physiques et affections dont il est question à l'article 1er, ter, § 1er, 3°, de la loi du 1er août 1899 , sont :
... (suit la liste indiquée dans l'annexe 7 ...). "

.../...

Article 34.

A l'alinéa 1er, il suffit de dire que le requérant doit subir l'examen médical "devant un médecin de son choix"; il s'entend que celui-ci ne pourra procéder à cet examen et délivrer, le cas échéant, le certificat prévu à l'alinéa 3 que s'il réunit les conditions exigées par les dispositions légales pour exercer en Belgique l'art de guérir.

Alinéa 4. C'est de la décision du médecin que dépend l'aménagement spécial du véhicule. Le projet, non plus qu'aucun autre texte légal ou réglementaire, ne prévoit un contrôle de cet aménagement; il ne prévoit pas davantage un examen pratique pour les conducteurs visés par cette disposition.

La fin de cet alinéa pourrait être rédigée comme suit : "... ce véhicule soit aménagé spécialement en fonction de l'invalidité constatée, le médecin fait pareillement mention de cette réserve".

Article 35.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de cet article de la manière suivante :

"L'examen théorique prévu à l'article 1er, ter § 1er, 4°, de la loi du 1er août 1899 porte sur les matières énumérées sous la lettre A de l'annexe 8. Il est coté de la manière qui est indiquée sous la lettre B".

.../...

L'alinéa 2 appelle la même remarque que l'article 31, 1°.

Article 37.

Au § 1er par concordance avec la version néerlandaise il y a lieu d'écrire:"Les candidats à l'examen théorique s'adressent ... ".

Les §§ 4 à 8 de cet article correspondent à l'article 17 de l'arrêté royal du 4 mai 1965.

Le Conseil d'Etat renvoie aux observations qu'il a faites dans son avis L. 9174 au sujet du projet qui est devenu cet arrêté du 4 mai 1965.

Il est proposé de rédiger le paragraphe 9 comme suit :

"§ 9. L'examinateur indique sur les documents relatifs à l'examen la cote numérique qu'il attribue au candidat et la décision de réussite ou d'ajournement qui en résulte. Il atteste sur la demande de licence d'apprentissage ou de permis de conduire la réussite de l'examen".

Article 38.

A la fin de l'alinéa 1er, les mots "toutefois il ne doit plus ... " gagneraient à être remplacés par "sans toutefois devoir subir à nouveau l'examen théorique prévu à l'article 35".

.../...

Article 39.

Au § 1er, les mots "Des duplicata peuvent être délivrés" devraient être remplacés par "Des duplicata sont délivrés".

Au § 4, alinéa 2, les mots "il est tenu de le remettre" devraient être remplacés par "il est tenu de remettre celui-ci".

Article 40.

La rédaction de cet article va apparemment au delà de l'intention du Gouvernement. Le texte suivant est proposé :

"Article 40.-

Quiconque trouve ou détient irrégulièrement une licence d'apprentissage ou un permis de conduire dont ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 42.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 42.-

Si le titulaire d'une licence d'apprentissage ou d'un permis de conduire transfère son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence, dans une autre commune, la fiche de renseignements de l'intéressé est transmise au bourgmestre de cette commune; ce dernier y mentionne le nouveau domicile ou la nouvelle résidence et la date d'inscription".

.../...

Article 44.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 44.-

Le Ministre des Communications ou son délégué détermine la destination à réserver aux formules de demande ainsi qu'aux fiches de renseignements relatives aux personnes décédées".

Article 45.

Il s'entend que cette disposition ne dispense pas le bourgmestre de fournir des renseignements statistiques aux autorités autres que le Ministre des Communications, qui seraient légalement compétentes pour les demander.

Articles 46 et 47.

Les redevances prévues à l'annexe 12 devraient figurer respectivement dans les articles 46 et 47.

Article 47.

Il est proposé de rédiger comme suit les deux premiers paragraphes de cet article :

.../...

"§ 1er. L'examen pratique subi dans un des centres d'examen visés à l'article 31-1°, et l'examen théorique dont il est question à l'article 35, donnent lieu au paiement des redevances suivantes :

.....

§ 2. La redevance prévue pour l'examen pratique est due de nouveau par le candidat :

a) qui ne s'étant pas présenté à l'examen auquel il avait été convoqué n'avait pas averti le centre d'examen deux jours ouvrables au moins avant l'épreuve, le samedi non compris;

b) qui s'étant présenté à un examen, n'avait pas été admis à le subir ou l'avait vu interrompre par application de l'article 32, § 4, alinéa 2".

Article 48.

Le mot "gâchées" est impropre et devrait être remplacé par les mots "rendues inutilisables".

L'article 1er, ter, § 6, de la loi dispose que "le Roi fixe le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes agréés ... ".

Les redevances sont donc dues à l'Etat. L'article 48, qui prévoit la rétribution des communes, ne pourra être exécuté que s'il est prévu au budget des crédits à cet égard.

.../...

ANNEXES.

Annexe 7.

Cette annexe devra être supprimée si, comme il est proposé, la liste des défauts physiques et affections est reprise dans l'article 33 du projet.

Le numérotage des annexes suivantes devra être modifié en conséquence et les références à ces annexes devront être revues.

Annexe 8.

Sub B, il est indiqué : "Cote minimale imposée : 18".

Selon les explications du fonctionnaire délégué, cette cote serait en réalité une cote d'exclusion.

Il y a donc lieu de remplacer les mots "Cote minimale imposée" par "Cote d'exclusion".

ALGEMENE OPMERKING.

Een aantal bepalingen van het ontwerp zijn overgangsbepalingen of hebben een beperkte geldigheidsduur. Het zijn inzonderheid de artikelen 2, § 2, 4, tweede lid, 16 en 18. Het verdient aanbeveling die bepalingen onder één hoofdstuk samen te brengen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

Het slot van artikel 1, Franse tekst, leze men als volgt : "qui ont en Belgique leur domicile ou, à défaut de domicile, leur résidence depuis plus d'un an".

Artikel 2.

Paragraaf 1 kan worden ingevoegd in artikel 1 waarmede zij een geheel vormt, namelijk als een tweede lid :

"Die bestuurders moeten hun leervergunning of hun rijbewijs bij zich hebben zodra dat document hun is afgegeven".

Artikel 3.

§ 1. Voorgesteld wordt, deze paragraaf als volgt te doen beginnen :

.../...

"Van de in artikel 1 opgelegde verplichtingen zijn ontslagen : ...".

De tekst onder 2° zou als volgt moeten worden gelezen :

"2° de bestuurders van rijwielen met hulpmotor als omschreven in artikel 2 - 10° ... op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1963".

Onder 3° leze men het slot van de zin als volgt : "waarvan de oorspronkelijk door de bouwer voorziene maximum-snelheid 25 km per uur niet overschrijdt".

5° Artikel 1bis, § 1, tweede lid, van de wet bepaalt : "De Koning mag, onder de voorwaarden welke hij stelt, de bestuurders van bepaalde motorrijtuigen van deze verplichting (houder zijn van een vergunning of van een bewijs en dat document bij zich hebben) vrijstellen".

De Koning kan die vrijstelling dus verlenen, niet ter wille van de persoon van de bestuurder maar wegens de bijzondere aard van het voertuig.

De tekst onder 5° heeft derhalve geen rechtsgrond.

Paragraaf 2 heeft betrekking op bestuurders die vervallen zijn van het recht tot sturen en zich, in een school voor het besturen van motorrijtuigen, voorbereiden op het praktisch examen dat zij bij het verstrijken van de termijn van het verval moeten afleggen.

.../...

De bedoeling van de Regering zou beter tot uiting komen als van deze paragraaf een bepaling werd gemaakt, die de opsomming van § 1 als volgt zou aanvullen :

"Bestuurders die vervallen zijn van het recht tot sturen en die het examen voorgeschreven in artikel 2 - 14 van de wet van 1 augustus 1899 moeten afleggen, als zij zich bevinden in omstandigheden als bedoeld onder 4°".

Artikel 4.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

Een leervergunning moet worden aangevraagd door eenieder die een voertuig met eigen beweegkracht wenst te besturen :

1° als hij niet kan bewijzen dat hij de nodige kennis en vaardigheid bezit om dat voertuig te besturen ;

2° als hij de leeftijd van 18 jaar niet had bereikt op ...
tenzij hij zijn bekwaamheid bewijst ...
... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 5.

Voor dit artikel wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 5.-

De aanvraag om een leervergunning wordt, op een formulier overeenkomstig bijlage 3, gericht aan de burgemeester van de gemeente waar de aanvrager zijn woonplaats of, bij ontstentenis van woonplaats, zijn verblijfplaats heeft".

.../...

Artikel 6.

De tekst onder 1° kan beter als volgt worden gelezen :

"1° een verklaring ondertekenen waarin hij bevestigt dat hij niet vervallen verklaard is van het recht om de voertuigen te besturen van de categorie waarvoor de vergunning wordt aangevraagd of, als hij vervallen verklaard is, het bewijs leveren dat hij zich gedragen heeft naar de bepalingen van artikel 2 - 14 van de wet van 1 augustus 1899".

Artikel 8.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 8.-

De leervergunning komt overeen met het model van bijlage 1".

Artikel 11.

Het koninklijk besluit van 25 september 1965 is reeds eerder met zijn opschrift in het ontwerp vermeld, zodat het onnodig is dat opschrift nog eens te herhalen in het tweede lid van dit artikel.

.../...

Artikel 12.

In de Franse tekst moeten de komma's na "signe" en na "11" vervallen.

Artikel 13.

Tweede lid. Voorgesteld wordt, de Franse tekst als volgt te beginnen :

"S'il doit subir un examen en vertu de l'article 2 - 14 ...".

Derde lid. De vergunning wordt alleen teruggegeven als de betrokkene erom vraagt. In dat geval moet zij worden teruggegeven. De tekst kan derhalve beter als volgt worden gelezen :

"Slaat het verval echter niet op alle categorieën van voertuigen waarvoor de leervergunning afgegeven werd, dan wordt zij door de gemeenteoverheid teruggegeven op verzoek van de betrokkene".

Artikel 14.

De tweede volzin van dit artikel, in de lezing die daarvoor zal worden voorgesteld, zou beter op zijn plaats zijn in artikel 19.

.../...

Artikel 17.

Het eerste lid leze men als volgt :

"De aanvraag om een rijbewijs wordt gericht aan d burgemeester van de gemeente waar de aanvrager zijn woonplaats of, bij ontstentenis van woonplaats, zijn verblijfplaats heeft".

Artikel 18.

Ter wille van de overeenstemming met de tekst van de wet vervange men het woord "bestuurders" door "personen".

Artikel 19.

Na een jaar leertijd heeft de houder van een vergunning recht op een rijbewijs als hij in zijn aanvraag verklaart de nodige kennis en vaardigheid te bezitten.

Het eerste lid zou dan ook als volgt moeten worden gelezen :

"Bij het verstrijken van het jaar dat volgt op de afgifte van de leervergunning, ontvangt de houder van die vergunning op zijn verzoek het rijbewijs dat geldig is voor dezelfde categorieën van voertuigen".

Ten einde rekening te houden met de bij artikel 14 gemaakte opmerking, zou artikel 19 moeten worden aangevuld met het volgende lid :

"Het rijbewijs wordt eerst na teruggave van de leervergunning afgegeven".

.../...

Artikel 20.

Zoals artikel 20 gesteld is, impliceert het dat aan een vervallen verklaard bestuurder geen rijbewijs mag worden afgegeven bij het verstrijken van de normale termijn, welk verval ook mag zijn uitgesproken.

Deze bepaling is niet in overeenstemming met artikel 13, derde lid, hetwelk bepaalt dat, als het verval niet slaat op alle categorieën van voertuigen waarvoor een vergunning is afgegeven, die vergunning onmiddellijk mag worden teruggegeven.

Anderzijds ontbreekt de gewenste zekerheid over het ingaan van de nieuwe termijn van een jaar. Als de leervergunning geldig is voor verschillende categorieën van voertuigen en het verval niet voor al die categorieën is uitgesproken, blijft de vergunning geldig voor de categorieën waarvoor er geen verval is en wordt zij op aanvraag van de betrokkene teruggegeven. Niet die teruggave doet de nieuwe termijn ingaan, maar wel het tijdstip waarop de leervergunning, bij het verstrijken van de vervaltermijn, opnieuw geldig wordt gemaakt voor de categorie van voertuigen waarvoor het verval was uitgesproken.

Artikel 22.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 22.-

Het rijbewijs komt overeen met het model van bijlage 2 ".

.../...

Artikel 24.

De tekst onder 5 leze men als volgt :

"5. Het rijbewijs geldig verklaard voor de categorie B is ook geldig voor het leren sturen van voertuigen van de categorieën C of D, op voorwaarde dat de bestuurder begeleid is door een persoon die ten minste 21 jaar oud is en het recht heeft om die voertuigen te besturen, en dat die voertuigen noch passagiers noch goederen vervoeren".

Artikel 25.

In de Franse tekst van dit artikel moeten de woorden "deuxième alinéa" tweemaal worden vervangen door "alinéa 2".

Artikel 28.

Dit artikel bepaalt niet uitdrukkelijk, dat het praktisch examen moet worden afgelegd met een voertuig van de categorie waarvoor het rijbewijs aangevraagd is, hetgeen nochtans voor de hand ligt.

Het artikel voorziet niet in het geval bedoeld in artikel 26, waar een voor de categorieën C of D geldigverklaard rijbewijs wordt geëist omdat de sleep het gewicht van 3.500 kg overschrijdt, ofschoon het voorspanvoertuig ingedeeld is in categorie B.

Volgens het ontwerp zou het praktisch examen moeten worden afgelegd met één voertuig van de categorieën C of D, terwijl voor het geval waarin een voor de categorieën C of D geldigverklaard rijbewijs wordt geëist, uitdrukkelijk is bepaald dat het voorspanvoertuig tot categorie B mag behoren.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zal het praktisch examen in dat geval worden afgelegd met het voorspanvoertuig. Het ontwerp moet op dat punt worden aangevuld.

Anderzijds zijn voor iedere categorie alleen de manoeuvers voorgeschreven welke vermeld zijn naast de categorieën die onder B zijn opgenomen.

/

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 28 als volgt te lezen :

"Artikel 28.-

Het praktisch examen, voorgeschreven in artikel 1ter, § 1, 2°, van de wet van 1 augustus 1899, omvat voor ieder van de onder B van bijlage 6 vermelde categorieën, de onder A opgegeven maneuvers.

Het examen wordt afgelegd met een voertuig van de categorie waarvoor het rijbewijs is aangevraagd. In het geval van artikel 26 wordt het examen echter afgelegd met het voorspanvoertuig, ongeacht de categorie waarin dat voertuig is ingedeeld.

Het examen wordt beoordeeld zoals aangegeven onder C van dezelfde bijlage".

Artikel 30.

Men beginne dit artikel als volgt :

"Artikel 30.-

Met het praktisch examen wordt gelijkgesteld het examen voorgeschreven in artikel ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 31.

Het ontwerp zegt onder 1° dat het praktisch examen wordt afgelegd "ten overstaan van de examinatoren erkend door de Minister van Verkeerswezen of zijn

.../...

gemachtigde", maar bepaalt niet hoe die examinatoren zullen worden aangeworven, erkend en bezoldigd.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zal dat geschieden overeenkomstig artikel 35 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965. Dat zou met zoveel woorden in de tekst moeten worden gezegd.

Artikel 32.

Paragraaf 5 leze men als volgt :

"§ 5. De examinator vermeldt op de examendocumenten het door hem toegekende beoordelingscijfer alsook de daaruit volgende beslissing dat de betrokkene geslaagd dan wel uitgesteld is. Hij bevestigt, op de aanvraag om een rijbewijs, dat de betrokkene voor het examen geslaagd is en vermeldt de categorie van het voertuig waarmede het examen is afgelegd".

Artikel 33.

Dit artikel bepaalt : "De lijst van de lichaamsgebreken en kwalen voorzien bij artikel 1ter, § 1, 3°, van de wet van 1 augustus 1899 komt voor in bijlage 7".

Die lijst is zo belangrijk dat zij in het besluit zelf verdient te worden opgenomen.

In verband met het bepalen van de lichaamsgebreken en kwalen heeft het Senaatsverslag namens de verenigde commissies voor de Justitie en het Verkeerswezen en de Posterijen, Telegrafie en Telefonie (gedr. st., Senaat, 1962-1963, nr 209, blz. 5) opgemerkt :

.../...

"Het gaat hier vooral over vallende ziekte en andere kwalen die plotse verdovingen en bezwijmingen kunnen veroorzaken, over alcoholisme, verslaafdheid aan vergiften, verminderde gezichts- of oorscherpte".

De lijst van lichaamsgebreken en kwalen, waarvan in het ontwerp sprake is, lijkt niet volkomen te beantwoorden aan de bedoeling die in het verslag van de verenigde commissies tot uiting komt.

Onder dat voorbehoud wordt voorgesteld, artikel 33 als volgt te lezen :

"Artikel 33.-

De lichaamsgebreken en kwalen waarvan sprake in artikel 1ter, § 1, 3°, van de wet van 1 augustus 1899, zijn : ... (volgt dan de lijst van bijlage 7) ...".

Artikel 34.

In het eerste lid kan worden volstaan met te zeggen dat de aanvrager het geneeskundig onderzoek moet ondergaan "voor een geneesheer van zijn keuze"; het spreekt van zelf dat deze de betrokkene alleen maar mag onderzoeken en,in voorkomend geval,het in het derde lid bedoelde getuigschrift alleen maar mag afgeven als hij voldoet aan de wettelijke eisen om in België de geneeskunst uit te oefenen.

Vierde lid. De beslissing van de geneesheer zal bepalend zijn voor de speciale aanpassing van het voertuig. Noch het ontwerp, noch enige andere wets- of verordeningstekst voorzien in een controle van die aanpassing; evenmin is

.../...

een praktisch examen voorgeschreven voor de bestuurders op wie die bepaling betrekking heeft.

Het slot van dit lid zou als volgt kunnen worden gelezen : "... dit voertuig speciaal aangepast is aan de vastgestelde invaliditeit, dan maakt de geneesheer ook melding van dat voorbehoud".

Artikel 35.

Voorgesteld wordt, het eerste lid van dit artikel als volgt te lezen :

"Het theoretisch examen, voorgeschreven in artikel 1ter, § 1, 4°, van de wet van 1 augustus 1899, loopt over de examenstof vermeld onder A van bijlage 8. Het wordt beoordeeld zoals aangegeven onder B".

Bij het tweede lid is hetzelfde op te merken als bij artikel 31, 1°.

Artikel 37.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlands versie, leze men in § 1 van de Franse tekst : "Les candidats à l'examen théorique s'adressent ...".

De §§ 4 tot 8 van dit artikel komen overeen met artikel 17 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965.

.../...

De Raad van State verwijst naar de opmerkingen die hij in zijn advies L. 9174 heeft gemaakt in verband met het ontwerp waaruit dat besluit van 4 mei 1965 ontstaan is.

Voorgesteld wordt, § 9 als volgt te lezen :

"§ 9. De examinator vermeldt op de examendocumenten het beoordelingscijfer dat hij aan de kandidaat toekent alsook de daaruit volgende beslissing dat de betrokkene geslaagd dan wel uitgesteld is. Hij bevestigt op de aanvraag om een leervergunning of een rijbewijs dat de betrokkene voor het examen geslaagd is".

Artikel 38.

Aan het slot van het eerste lid vervange men de woorden : "hij moet echter het theoretisch examen voorzien bij artikel 35 niet meer afleggen" door "hij moet echter het in artikel 35 voorgeschreven theoretisch examen niet opnieuw afleggen".

Artikel 39.

In § 1 vervange men de woorden "kunnen duplicaten worden uitgereikt" door "worden duplicaten afgegeven".

In § 4, tweede lid, vervange men de woorden "moet hij het onmiddellijk teruggeven" door "moet hij dit laatste onmiddellijk teruggeven".

.../...

Artikel 40.

Zoals dit artikel is gesteld, zegt het kennelijk meer dan de Regering bedoelt. Voorgesteld wordt :

"Artikel 40.-

Al wie een leervergunning of een rijbewijs, waarvan hij niet de houder is, vindt of onregelmatig onder zich houdt, moet dat document onmiddellijk ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 42.

Dit artikel kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 42.-

Indien de houder van een leervergunning of van een rijbewijs zijn woonplaats of, bij ontstentenis van woonplaats, zijn verblijfplaats naar een andere gemeente overbrengt, wordt de inlichtingsfiche van de betrokkene aan de burgemeester van die gemeente gezonden; deze vermeldt daarop de nieuwe woonplaats of verblijfplaats alsook de datum van inschrijving".

Artikel 44.

Dit artikel kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 44.-

De Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde bepaalt de bestemming die moet worden gegeven aan de aanvraagformulieren en de inlichtingsfiches die overledenen betreffen".

.../..

Artikel 45.

Deze bepaling moet zo worden verstaan, dat zij de burgemeester niet ontslaat van de verplichting om statistische inlichtingen te verschaffen aan andere overheden dan de Minister van Verkeerswezen, die wettelijk bevoegd mochten zijn om die inlichtingen te vragen.

Artikelen 46 en 47.

De in bijlage 12 bepaalde retributies zouden onderscheidenlijk in de artikelen 46 en 47 moeten worden behandeld.

Artikel 47.

Voor de eerste twee paragrafen van dit artikel wordt de volgende lezing voorgesteld :

"§ 1. Voor het praktisch examen dat afgelegd wordt in een van de examencentra bedoeld in artikel 31-1°, en voor het theoretisch examen waarvan sprake is in artikel 35, moeten de volgende retributies worden betaald :

...

§ 2. De retributie voor het praktisch examen moet opnieuw worden betaald door de kandidaat :

a) die zich niet heeft aangemeld voor het examen waarvoor hij werd opgeroepen en het examencentrum niet heeft verwittigd ten minste twee werkdagen vóór het examen, de zaterdag niet meegerekend;

.../...

b) die zich voor een examen heeft aangemeld maar het niet heeft mogen afleggen, of wiens examen onderbroken werd krachtens artikel 32, § 4, tweede lid".

Artikel 48.

Het woord "beschadigde" is hier niet geschikt; men vervange het door "onbruikbaar geworden".

Artikel 1ter, § 6, van de wet luidt : "De Koning bepaalt het tarief van de ten bate van de Staat of van de erkende instellingen te heffen retributies ...".

De retributies zijn dus aan de Staat verschuldigd. Artikel 48, dat voorziet in de vergoeding van de gemeenten, zal alleen kunnen worden uitgevoerd als daarvoor kredieten op de begroting zijn uitgetrokken.

BIJLAGEN.

Bijlage 7.

Deze bijlage moet vervallen als de lijst van de lichaamsgebreken en kwalen, zoals voorgesteld is, opgenomen wordt in artikel 33 van het ontwerp.

De volgende bijlagen moeten dan worden vernummerd en de verwijzingen naar die bijlagen aangepast.

.../...

Artikel 8.-

Onder B staat : "Minimumcijfer : 18".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zou het hier in feite gaan om een uitsluitingscijfer.

Derhalve vervange men het woord "Minimumcijfer" door "Uitsluitingcijfer".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. HOLOYE,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter.
	G. VAN BUNNEN, J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
	Ch. VAN REEPINGHEN, P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. HOLOYE.